

Marino Berengo, *L'Europa delle città. Il volto della società urbana europea tra Medioevo ed Età moderna*, Torino, Einaudi, 1999 (Biblioteca di cultura storica 224), XV-1040 p., 80.000 L / 41,32 €.

Christian Zendri

Certaines œuvres constituent la synthèse du travail de toute une vie, presque le « testament spirituel » d'un savant. C'est le cas, sans aucun doute, de *L'Europa delle città* de Marino Berengo, récemment disparu. Un volume imposant, dont la genèse, reconnaît l'auteur lui-même dans la *Préface*, remonte aux études entreprises il y a une quarantaine d'années, et dont la suite découle moins d'une histoire des villes que d'une histoire des citadins. L'œuvre de Berengo veut donc s'occuper non des problèmes des seules villes, mais des sociétés auxquelles elles ont donné vie. Répondant de manière cohérente à cette intention, le livre, après quatre chapitres destinés à préciser le cadre politique et institutionnel général, et respectivement consacrés à la capitale, à la ville sujette, aux territoires environnants (*contado*) et aux ordres juridiques et politiques des villes, aborde de plus près les classes, les professions, les statuts présents dans les sociétés urbaines. Ainsi, à travers dix riches médaillons, nous voyons défiler la noblesse et le patriciat, les professions libérales, les corporations, les artisans, les minorités, les marginaux soumis au contrôle social, les clercs et les laïcs, le clergé séculier et le clergé régulier, les conseils de fabriques, les confréries laïques et les ordres séculiers. Cette revue est accompagnée d'une moisson extrêmement abondante de données et d'informations, issues pour une bonne part de l'Europe occidentale, jusqu'à l'Europe de la Baltique et du haut cours du Danube. L'ensemble forme un cadre qui, au sein d'un espace très vaste, réalise un heureux mariage entre l'analyse pénétrante et la synthèse savante, entre l'histoire locale et l'histoire comparée. Il est apte, par conséquent, à offrir aux savants non seulement une *somme* des résultats atteints jusque-là, mais aussi un précieux point de départ.

Nous assistons ainsi à l'affirmation progressive du concept de capitale dans la conscience européenne, aux luttes que les cités sujettes ont menées pour défendre leurs privilèges, à la punition des cités par leurs souverains qui, tout en les punissant, les reconnaissent en tant que corps intermédiaires organisés. Simultanément, nous sommes conduits à observer de près les tentatives faites par les villes pour soumettre les territoires environnants, ainsi que la vie publique urbaine, la naissance et les transformations successives du concept de citoyenneté, l'émergence des groupes dirigeants et les luttes qui ont accompagné ce processus, jusqu'à l'affirmation des seigneurs. Et, au sein de ce tableau, Berengo nous présente constamment les différents types sociaux, toujours attentif à ne pas gommer les inévitables différences relatives au lieu et au temps. Ainsi, *infanzónes e hidal-*

Lectures

gos sont bien distingués des ministres allemands et de la noblesse urbaine italienne, et chacune de ces catégories fait ensuite l'objet d'une analyse approfondie. Nous observons encore des distinctions parmi les nobles et les patriciens, entre ceux qui exercent des professions intellectuelles, c'est-à-dire les juristes, mais aussi, quoique avec quelque incertitude, les notaires et surtout les médecins, souvent en compétition entre eux pour s'assurer la suprématie, et également porteurs d'une revendication de supériorité affirmée contre des figures, à certains égards proches d'eux, en particulier les médecins par rapport aux chirurgiens. Puis, naturellement, nous rencontrons les corporations des marchands et des artisans, les premières, plus riches et puissantes, les secondes, plus turbulentes. Nous entrons ainsi dans les boutiques, regardant de près quelques uns des types humains et professionnels les plus importants de la vie urbaine. Cependant le tableau n'est pas encore complet. En réalité, ceux que Berengo nomme « les minorités » ne sont pas moins importants. Il s'agit de ceux qui ne sont pas reconnus comme membres à part entière de la communauté. Et voici donc les musulmans et les juifs, les marchands étrangers et les étudiants, et surtout les pauvres, les vagabonds et l'ensemble des institutions qui tentent de les contrôler, de les discipliner, de les secourir : les hôpitaux, les léproseries, les prisons, les avocats des pauvres, le bourreau, les bordels.

La distinction entre les clercs et les laïcs est d'une grande importance à l'intérieur de la société urbaine, source fréquente de contradictions et, comme telle, d'âpres luttes jusqu'à la Réforme. Les chapitres XI, XII et XIII sont consacrés à ces deux catégories, ainsi qu'aux clercs séculiers et réguliers. S'il est vrai, du moins à partir d'Innocent IV, que l'élément distinctif entre les clercs et les laïcs a été la tonsure, il n'en reste pas moins que les discussions sur son authenticité, sa permanence et sa validité elle-même se prolongèrent longtemps. En particulier, s'il est devenu plus simple à partir de la fin du XII^e siècle de distinguer les laïcs des clercs les plus élevés dans la hiérarchie, les sous-diacres inclus, on ne peut en dire autant des autres clercs, souvent immergés dans le siècle, ni plus ni moins que les laïcs. La distinction avait une importance énorme, afin d'appliquer, par exemple, le *privilegium fori*. Cela explique l'apparition soudaine de la tonsure sur la tête des détenus en attente de jugement, et probablement de la condamnation, d'autant plus que la peine préférée des clercs était ordinairement la détention, et non le supplice. Mais cela explique aussi les tentatives d'établir l'authenticité de la tonsure, par exemple en Angleterre, comme une preuve de culture : ce qui constitue une interprétation naturelle dans un milieu où l'on avait tendance à identifier les *clercs* et les *lettrés*. Le *privilegium fori* fut compris comme un principe auquel on ne pouvait déroger au point que, affirme Berengo, Jacques II d'Aragon préféra en 1300 exclure les tonsurés des offices royaux, avec quelques exceptions, pour contourner l'obstacle de leur impunité. Cependant, le problème le plus grave était représenté par les clercs mariés. Ce fut Boniface VIII qui limita la portée du *privilegium* afin d'éviter les excès les plus patents. D'autres limitations interviendront après le Concile de Trente. Un autre problème fut posé par la prétendue immunité fiscale des patrimoines ecclésiastiques, affirmée par Boniface VIII en 1296 – prétention excessive, dont l'accueil fit en fait l'objet de nombreuses difficultés.

Parmi les clercs, le fidèle le plus aimé, mais aussi celui dont la position se ressentit le plus du développement des ordres marchands, fut sans aucun doute le curé. Cependant, les

vicaires et les chapelains, les premiers à agir en lieu et place des recteurs effectifs, et les seconds officiants au service d'une fondation pieuse, qui tous étaient des clercs en contact très étroit avec les fidèles laïcs, ne furent pas moins importants. Les paroisses, de leur côté, subirent non seulement la concurrence des ordres mendiants, mais elles furent souvent confiées à leur ministère.

Les chapitres des cathédrales subirent une transformation profonde. Les presbytères passèrent très tôt d'un statut régulier à un statut séculier, tandis que les droits électoraux des chapitres connurent une érosion progressive, surtout par l'action de la papauté. Et les changements introduits par la Réforme ne furent pas moins importants, tout en se révélant rapidement difficilement compatibles avec la structure ecclésiastique traditionnelle.

A certains égards, le rapport qui s'est noué entre les clercs séculiers et réguliers à l'intérieur des villes est encore plus intéressant – un rapport qui, devenu conflictuel au moment de l'apparition des mendiants au XIII^e siècle, s'apaisera seulement après le Concile de Trente, jusqu'à devenir un des points forts de la Contre-Réforme. L'arrivée des frères mendiants, surtout franciscains et dominicains, conduisit les réguliers au contact direct avec le monde de la ville, à la différence de ce qui s'était passé jusque-là. L'apparition des augustiniens et des carmélites intensifia le phénomène. Il en résulta un bouleversement profond des rapports entre clercs et laïcs dans les sociétés urbaines, d'autant plus que les mendiants se révélèrent bien vite loin d'être étrangers à l'engagement dans le siècle, y compris du point de vue politique. Les problèmes soulevés par la préférence pour la pauvreté manifestée par les ordres mendiants, et en premier lieu par les franciscains, ne furent pas moins complexes. Ils produisirent des difficultés et des tensions notables, que ce soit à l'intérieur des ordres ou dans leurs relations avec le clergé séculier, et même avec les laïcs. Et de ces tensions, naquirent finalement les « observances » des XIV^e et XV^e siècles.

Enfin, un rôle important dans les villes d'Europe fut joué aussi par les laïcs engagés dans les conseils de fabrique et les confréries. Il s'agit d'associations qui, au-delà de leurs innombrables variantes, présentent toutes certaines caractéristiques qui les distinguent nettement des corporations et des *arts*. En premier lieu, l'accès et l'appartenance à une confrérie est un acte exclusivement volontaire, sans relation obligatoire à une activité. En outre, la présence féminine, qui se manifesterait aussi dans le développement du bigotisme, y est habituelle. Mais ce n'est pas tout. Les pénitents et les bigots se multiplient, puis les membres des tiers ordres, étroitement liés aux ordres mendiants et objet d'attrait comme de perplexité, pour le pape et le clergé séculier, ainsi que pour le pouvoir temporel, qui n'ont jamais su s'ils devaient les assimiler *in toto* aux clercs ou aux laïcs.

Avec l'étude de ces figures pour ainsi dire « mixtes », placées sur la ligne frontalière entre le monde des clercs et celui des laïcs, se ferme un livre qui s'impose comme une référence essentielle pour qui s'occupe non seulement de l'histoire des villes, mais d'histoire européenne tout court.

Traduit de l'italien par Marie Gaille-Nikodimov

Francesco Guicciardini, *Compendio della 'Cronica' di Froissart*, Édition, introduction et commentaire de Paola Moreno, Bologna, Commissione per i testi di lingua (Collezione di opere inedite o rare 153), 1999, LXXXIX-166 p., 90.000 L / 46,48 € (distr. Editrice FARAP).

Lucie De Los Santos

La publication intégrale de ce texte inédit de Francesco Guicciardini met à la disposition des chercheurs, par ses qualités philologiques et critiques, un nouvel instrument de travail et une nouvelle source de réflexion sur le parcours politique de Guicciardini, ainsi que sur l'évolution des pratiques historiographiques en Europe entre le Moyen Âge et la Renaissance. L'intérêt de cet ouvrage dépasse, à ce titre, le cercle des spécialistes de l'historien florentin.

Le manuscrit contenant le *Compendio della 'Cronica' di Froissart*, répertorié par Roberto Ridolfi dès 1931 parmi les documents conservés dans les archives de la famille Guicciardini (Florence, Archivio Guicciardini, XVII C 2)¹, avait déjà été décrit et étudié par Pierre Jodogne dans son article « Francesco Guicciardini, lettore di Froissart »². Le texte se divise en deux parties. La première, copiée de la main du secrétaire de Guicciardini, Giovannino da Laterina, est un résumé des *Chroniques* de l'historien français Jean Froissart sur la première période de la guerre de Cent ans (1325-1400), ou du moins d'une partie de ce texte : le résumé de Guicciardini, dont le début a peut-être été perdu, couvre les événements entre le déplacement du conflit vers le territoire espagnol en 1366 et la mort du roi d'Angleterre Richard II en 1399. La seconde partie présente une série de notes, écrites par Guicciardini lui-même, retraçant la généalogie des dynasties qui, déjà opposées lors de la guerre de Cent ans, s'affrontèrent encore lors des guerres d'Italie.

L'ensemble de ce texte ayant très vraisemblablement été entièrement conçu par Francesco Guicciardini, ainsi que le montre Paola Moreno, à l'automne 1525, il permet d'étudier, si on le considère comme un tout, la réflexion politique de l'historien florentin entre la victoire impériale de Pavie, quelques mois plus tôt, et la conclusion à Cognac en 1526 d'une ligue anti-impériale. Guicciardini a, on le sait, favorisé dès la libération du roi François I^{er} en janvier 1526 l'adhésion du pape Clément VII à la ligue de Cognac. On peut constater que déjà, lorsqu'il écrivait le *Compendio*, il cherchait à « considérer l'origine de l'extension des territoires de Charles Quint, qui constitu[ait] une lourde menace pour les autres puissances européennes et italiennes » (p. XIV).

Comme toujours chez Guicciardini, réflexion politique et écriture de l'histoire sont intimement liées, et l'apparat critique et le commentaire établis par Paola Moreno donnent

1. R. Ridolfi, *L'Archivio della famiglia Guicciardini*, Firenze, Olschki, 1931, p. 72.

2. *Studi e problemi di critica testuale*, 51, 1995, p. 91-100.

tous les éléments pour en juger. L'établissement du texte, qui limite autant que possible les interventions de l'éditrice, et le système de notes indiquant les corrections de l'auteur ou faisant des rapprochements textuels avec les *Chroniques* de Froissart, complétés par le tableau comparant le contenu des *Chroniques* et du *Compendio* (p. 97-134), permettent de mettre en évidence la démarche politique et historiographique de Guicciardini.

Cet établissement critique du texte du *Compendio*, ainsi que le commentaire qu'il nourrit, constituent le plus grand apport de cette édition. Outre la rigueur des critères philologiques adoptés, le choix des éléments donnés sous forme de notes, de tableau ou de commentaire, permet au lecteur d'avoir une vision claire et précise du texte, et lui donne en même temps des outils pour l'étudier suivant différentes perspectives, essentiellement historiographique et linguistique.

Grâce au parallèle entre les *Chroniques* de Froissard et le *Compendio* de Guicciardini, Paola Moreno montre comment le Florentin, tout en résumant une chronique, procède en réalité suivant une démarche historique très différente : il ne s'arrête que sur les épisodes marquant une évolution du conflit, écarte les faits ne rentrant pas dans le cadre général, rétablit les liens logiques entre les événements. Contrairement à Froissart, qui s'attarde sur certains faits isolés pour leur seule valeur exemplaire, qui fait l'apologie, dans une intention didactique, des valeurs chevaleresques, et qui considère la guerre de Cent ans comme un conflit dynastique, Guicciardini concentre son attention sur l'enjeu géopolitique de la guerre de Cent ans, et rétablit les liens de cause à effet au lieu de suivre linéairement l'exposition chronologique des événements, donnant ainsi au récit une nouvelle cohérence.

Paola Moreno explicite aussi la fonction du *Compendio* pour son auteur, et sa place par rapport à ses autres œuvres historiques. Ici encore l'apparat critique est déterminant. Il permet d'abord de justifier la datation et l'attribution du texte, mais aussi d'en étudier la nature. Il apparaît que le *Compendio* est, pour Guicciardini, « un instrument de travail et d'analyse, à destination exclusivement personnelle » (p. XXXV). Paola Moreno, en décrivant le manuscrit, en indiquant les corrections de l'auteur, et en liant ces éléments aux choix historiographiques qu'il applique, nous fait entrer dans le processus de fabrication du texte et nous montre concrètement comment et dans quelle optique il a été conçu. Ici encore, c'est avant tout l'étude du traitement appliqué à la source française qui dénote, chez Guicciardini, « une volonté de passer d'un type de récit fait de juxtapositions d'événements à une narration structurée, dont le critère d'organisation serait le principe de causalité » (p. XXXVII).

Le *Compendio* serait, dans cette optique, un « exercice », une « expérimentation » de Guicciardini sur la manière d'utiliser une source historique en en choisissant et réorganisant les éléments. « Expérimentation » d'autant plus intéressante qu'elle est un essai, sur une source bien définie et délimitée, de ce qu'il tentera de faire peu après, sur une période plus longue et à partir d'un grand nombre de documents, dans les *Cose fiorentine*. La fonction d'instrument de travail du *Compendio* permet de mettre en évidence l'évolution des choix historiographiques de Guicciardini, tant par le parallèle avec Froissart que par la mise en relation du résumé proprement dit des *Chroniques* avec les notes généalogiques qui le suivent : reprenant la terminologie d'Andrea Matucci³, Paola Moreno montre que « la généa-

3. *Machiavelli nella storiografia fiorentina*, Firenze, Olschki (Quaderni di *Rinascimento*, XIV), 1991, p. IX-X.

Lectures

logie raisonnée des puissances en conflit dans le premier quart du XVI^e s. en Italie représente le 'discours' que Guicciardini applique à la 'narration' de Froissart, qu'elle est le lieu où s'exprime la faculté omnisciente de l'historien » (p. XL). Guicciardini expérimente donc déjà, dans le *Compendio*, une nouvelle manière d'écrire l'histoire, fondée sur l'étude de sources littéraires (pour le résumé proprement dit) mais aussi documentaires (pour les généalogies), qui tend à établir entre les faits des liens logiques de causalité. Le choix des événements racontés et leur agencement suivant un récit cohérent y est le résultat d'une analyse politique et constitue en soi une interprétation des faits.

Paola Moreno propose aussi une étude linguistique précise du texte, établie en référence avec les études de Raffaele Spongano et de Paolo Trovato sur la langue de Guicciardini⁴. Sans refaire une étude systématique, elle centre sa réflexion sur les aspects spécifiques du *Compendio*. Elle cherche ainsi à montrer la différence des pratiques linguistiques de Guicciardini et de son secrétaire, l'éventuelle influence des *Prose della volgar lingua* de Bembo sur l'historien florentin, et l'influence du texte français des *Chroniques* sur la forme du résumé italien. Par le commentaire, les notes et le glossaire, Paola Moreno offre une description claire, précise et pertinente des phénomènes graphiques, phonologiques, morphologiques, syntaxiques et sémantiques observés. On regrette cependant qu'elle n'ait donné que peu d'éléments d'interprétation de ces phénomènes et ne propose pas une synthèse sur le parallèle entre les pratiques de Guicciardini et celles de son secrétaire, ainsi que sur l'évolution des choix linguistiques de l'historien florentin. En outre, on note dans le glossaire plusieurs erreurs d'interprétation (sur *commendare*, *al continuo*, *con partiti scarsi*, *privazione*) qui s'expliquent par la tentative d'expliciter ces termes dans leur environnement immédiat, sans tenir compte d'éléments précédemment donnés dans le texte. Notons cependant que l'étude particulière de l'influence linguistique des *Chroniques* sur le *Compendio*, ainsi que des phénomènes d'intertextualité, sont les éléments les plus aboutis, dans la description comme dans l'interprétation, du volet linguistique de l'édition. Les remarques sur les particularités syntaxiques dues à la nature même du texte sont, elles aussi, précieuses.

On peut souhaiter que l'interprétation des aspects linguistiques soit approfondie, mais il faut surtout rappeler les grandes qualités de ce travail d'édition, qui remplit toutes ses fonctions. Paola Moreno met à notre disposition, avec une grande rigueur philologique, un texte important pour l'étude de la naissance de l'historiographie moderne, elle en explicite et interprète les enjeux, et donne au lecteur, grâce à l'apparat critique, tous les éléments qui permettent de reconstruire l'élaboration du texte, ainsi que les données nécessaires à tout chercheur voulant étudier le *Compendio della 'Cronica' di Froissart*.

4. F. Guicciardini, *Ricordi*, a cura di R. Spongano, Firenze, Sansoni, 1951, p. LXXVI-CXLI ; P. Trovato, « Gli appunti grammaticali di Francesco Guicciardini », *Storia della lingua italiana. Il primo Cinquecento*, Bologna, il Mulino, 1994.

Adriano Prosperi, *L'Eresia del Libro Grande. Storia di Giorgio Siculo e della sua setta*, Milano, Feltrinelli, 2000, 496 p., 55.000 L / 28,40 €

Chiara Franceschini

Cet ouvrage, consacré par Adriano Prosperi à Giorgio Siculo et à sa secte, constitue avant toute chose un excellent stimulant pour encourager la recherche historique d'archives et de textes, ainsi qu'une occasion pour réfléchir, en ces temps de scepticisme dominant, sur le métier même de l'historien. La motivation profonde de ce livre coïncide en effet avec une réflexion sur le rapport entre mémoire – ou mieux effacement de la mémoire – et histoire, ainsi que sur le rapport entre les sciences historiques modernes nées au moment de la construction des Églises et des États actuels, et les possibilités d'une recherche sur le passé qui puisse dialoguer avec les questions les plus actuelles. Dans l'avant-propos, l'auteur se demande en effet si « cela vaut la peine de s'occuper de Giorgio Siculo ». Sa longue fidélité à un personnage découvert initialement par Cantimori, et sur lequel ses recherches, en même temps que celles de Carlo Ginzburg et d'autres, ont apporté de plus en plus de lumière au fil du temps, est motivée par la volonté de se confronter au processus d'effacement inexorable, et du moins délibéré, du souvenir du personnage de Giorgio Rioli, moine bénédictin sicilien, « hérétique détesté par toutes les Églises constituées » (p. 5). Ce qui est en jeu c'est la tentative de récupérer, autant qu'il est possible, une opinion combattue, puis mise sous silence par les Églises, et d'ajouter quelques pièces au cadre culturel d'un passé qui apparaît bien plus agité que celui qui nous est décrit dans les récits historiques de l'époque et successifs, marqués par l'opposition entre pouvoir des Églises et des États. L'auteur a voulu ainsi relever le défi de « faire l'histoire des vaincus » (p. 12), résumé dans le titre même de l'ouvrage, qui fait référence au texte principal de Siculo, son *Grand Livre* qui, suite aux attaques dont il fut l'objet, est peut-être aujourd'hui pour nous irrémédiablement perdu. Grâce à son « pouvoir limité » (p. 11) qui n'élimine pas néanmoins ses « capacités cognitives » (p. 12), la recherche historique peut s'opposer à ce processus d'effacement (qui a eu des dénouements paradoxaux, comme la conservation d'un texte de Siculo au milieu de sermons jugés orthodoxes) en utilisant deux instruments. En premier lieu la capacité de faire parler non seulement les sources conservées, sporadiques et fragmentaires, mais également les silences et les éventuelles « altérations des règles » d'où tirer « les traits des individus qui y ont laissé leur trace » (p. 364) ; d'autre part l'effort soutenu pour éviter tout anachronisme, d'après les conseils de Lucien Febvre, et pour reconstruire la perspective et les horizons d'attente de ceux qui vivaient les faits au moment chronologique étudié. Par exemple, pour comprendre les manœuvres des participants au conclave de 1550 où Reginald Pole pouvait être élu pape, l'historien doit « chercher à reconstruire, dans la

Lectures

mesure du possible, ce passé comme un présent, avec sa charge d'attentes et de projections, en effaçant de son point de vue sa connaissance des événements successifs » (p. 182). Dans cette « recherche de détails et de fragments », qui se propose de restituer « une mémoire, non pas des grands événements et des questions qui ont fait date, mais des faits restreints à quelques années ou à quelques mois d'une vie » (p. 10), il arrive toutefois que des faits mineurs croisent des questions qui ont fait date. Ce sont les sources à disposition, sporadiques et hétérogènes, ainsi que l'analyse des textes conservés du moine bénédictin qui déterminent les changements de focalisation entre l'histoire du protagoniste et la trame de fond – au moyen de coupures narratives qui peuvent rappeler l'alternance des points de vue adoptée dans un récent roman historique expérimental¹. Tous ces morceaux dispersés, une fois remis ensemble, redonnent sa forme à l'objet brisé, pour reprendre une comparaison chère à l'auteur entre le métier d'historien et celui de l'archéologue ou du restaurateur.

Le premier chapitre projette immédiatement le lecteur au moment de l'épisode conclusif de la vie de Siculo, son exécution à Ferrare dans la nuit du 23 mai 1551. Une mort « étouffée dans le silence », contrairement à celle, située également à Ferrare, de Fanino Fanini, considéré comme un martyr de la Réforme. Est-ce parce que Siculo « ne fut le martyr de personne »?, est-ce parce qu'il fut un « hérétique sans compagnons » (p. 22-23)? Pour répondre, il convient de repartir du milieu où Siculo fit ses premiers pas. Les trois chapitres suivants enquêtent sur le parcours du moine depuis sa formation dans le monastère bénédictin de San Niccolò l'Arena, en Sicile, jusqu'à son premier texte qui nous soit parvenu : un avis sur le thème de la justification adressé à l'abbé bénédictin de Mantoue Luciano degli Ottoni. Même si « nous ne connaissons pas le parcours intellectuel et religieux du jeune moine sicilien » (p. 29), nous savons que c'est justement à San Niccolò l'Arena que fut rédigée la première version du traité *Del beneficio di Giesù Cristo crocifisso verso i cristiani*, œuvre du moine bénédictin de Mantoue Benedetto Fontanini, présent à San Niccolò entre 1537 et 1543. A partir de quelques indices, comme le fait que ce même Fontanini fut par la suite le traducteur en italien des livres de Giorgio Siculo écrits en « langue sicilienne » (p. 63), on peut tenter de comprendre quel était « l'horizon de lecteur » de Siculo, « sa position de confrère, ami et collaborateur d'un des auteurs du *Beneficio* » (p. 61). Prospero approfondit ici la thèse – déjà avancée avec Carlo Ginzburg dans *Giochi di pazienza*² – de la genèse du traité au sein de la spiritualité bénédictine, et, en outre, il situe la première rédaction du texte (revu par la suite par Marcantonino Flaminio dans une perspective calviniste) dans le cadre sicilien. Le problème central du traité est le rapport entre la justification et les œuvres, que la spiritualité bénédictine tend à résoudre en insistant sur le libre arbitre et sur le thème de la perfection. Comme l'illustre le quatrième chapitre, ce sont les idées que les bénédictins (dont Luciano degli Ottoni, Isidoro Cucchi da Chiari et Crisotomo Calvini) portent au Concile de Trente, attendu par un certain nombre comme un moment réel de

1. Il s'agit de Luther Blisset, *Q. Romano*, Turin, Einaudi, 1999. Écrit par quatre jeunes auteurs sous un pseudonyme et inspiré des études mêmes de Prospero et Ginzburg sur la dissidence religieuse en Italie, il raconte l'histoire un anabaptiste et de la persécution mise en œuvre à son égard par un émissaire de Gian Pietro Carafa.

2. C. Ginzburg, A. Prospero, *Giochi di pazienza. Un seminario sul « Beneficio di Cristo »*, Turin, Einaudi 1975.

confrontation et de possibilité de conciliation avec les protestants. L'opinion des bénédictins, mise de côté par la simplification historique car non alignée avec le « langage théologique dominant », insiste sur la centralité de la Bible. En particulier, l'abbé du monastère de San Benedetto Pio, Luciano degli Ottoni, soutient une position qui lui vaut des accusations de luthéranisme : celui qui croit au Christ ne peut succomber au péché car la foi et le péché s'excluent mutuellement. L'avis de Giorgio Siculo sur la définition de la justification, adressé sous forme d'épître à Luciano degli Ottoni, s'insère dans ce débat. D'après Siculo, il existe deux types de foi : la foi donnée à tous par la grâce générale, et la vraie justification chrétienne, qui consiste en une illumination intérieure. Siculo entre ici en polémique avec les « prédestinateurs » (les protestants), du fait qu'ils croient que Dieu a élu seulement certains hommes et qu'ils excluent que l'homme puisse choisir entre le bien et le mal. Élevant le ton, il se compare au Christ en se déclarant porteur d'une révélation, délivrée à lui par le Christ lui-même, à laquelle il faudra donner sa foi pour faire cesser les discordes. Les doctrines des bénédictins avaient ainsi trouvé un fondement « dans les visions d'un jeune moine sicilien inconnu » (p.97).

La narration se déplace ensuite des événements du Concile à l'épisode de Francesco Spiera, juriconsulte de Cittadella qui se laissa périr d'inanition et de désespoir en 1548 après avoir abjuré la foi réformée (chapitre cinq). Ce fait, qui eut un grand écho dans le monde de la réforme (chapitre six), est à l'origine du second écrit connu de Giorgio Siculo, *l'Epistola alli cittadini di Riva di Trento*, composée au moment même où le moine attendait d'être appelé au Concile, et adressée à un public plus large (chapitre sept). *L'Epistola* se présente comme un texte écrit contre les doctrines protestantes, sources de désespoir, et en faveur de la thèse de l'infinie miséricorde de Dieu. Le cas de Spiera, loin d'être une invitation à l'exil *religionis causa*, montre au contraire que la doctrine protestante de l'élection n'est pas vraie, puisque Spiera, malgré l'assurance d'appartenir au nombre des élus, est tombé dans le désespoir. On arrive ainsi à la question centrale du texte, à savoir s'il est permis de consentir à des « cultes non vrais ». D'après Siculo, le « grand nombre » de ceux qui en Italie cachent leur foi doit avoir la possibilité de se consoler et d'espérer la miséricorde. La pratique nicodémite est ici proposée comme dénouement provisoire en attente de la vraie doctrine qui portera non au désespoir mais au salut.

Après avoir décrit les années 1548-1551 comme moment culminant de l'affrontement idéologique en Italie en raison du lien entre l'affaire Spiera, la révélation au public de Siculo (auteur également d'une *Esposizione* sur les chapitres neuf et dix de l'épître de Paul aux Romains), et la découverte du réseau anabaptiste (p. 144), l'auteur déplace de nouveau son point de vue de Siculo au sommet de la hiérarchie religieuse. Le chapitre huit est en effet dédié à Reginald Pole et à son élection manquée au conclave de 1550 : alors qu'il cherche une conciliation entre la doctrine de la justification et les institutions ecclésiastiques existantes, le prélat anglais est écarté. En même temps le lecteur apprend au chapitre neuf que l'aile catholique la plus intransigeante d'un côté, et l'aile intransigeante réformée de l'autre se trouvèrent d'accord pour éliminer toute opinion alternative au processus de durcissement des Églises en conflit. C'est là que se situent les tragédies de différents personnages comme Michele Serveto et Giorgio Siculo. Les « alliances policières » entre inquisiteurs romains et réformés proches de Calvin, fruit de la « véritable obsession du troisième

Lectures

parti' » qui « commence à ce moment-là son aventure dans les luttes idéologiques de l'histoire européenne » (p. 209), débouchent sur la capture de Siculo et sur son procès, reconstruit autant que possible, étant donné l'absence de documents, dans le chapitre dix.

La dernière partie du livre (chapitres douze à quinze) est consacrée à l'héritage spirituel de Siculo et aux attaques – consignées dans les procès verbaux, les registres et la correspondance conservée aux Archives du Saint Siège – menées par l'Inquisition entre 1567 et 1570 contre la « secte georgienne ». Il n'est pas étonnant que Siculo ait eu des disciples convaincus de son rôle prophétique : la deuxième moitié du siècle est marquée par un climat d'attente d'événements exceptionnels dans lequel se multiplient les épisodes de type visionnaire et prophétique comparables à celui de Siculo (chapitre onze). Ce qui émerge de l'enquête sur les nombreux personnages liés à Siculo ou à ses disciples, c'est l'image d'un groupe qui conserve ses « caractères propres » (p. 248) bien après la mort du moine et qui trouve son identité autour de l'œuvre principale de ce dernier, aujourd'hui perdue, qui contenait sa révélation : le *Grand Livre*, « dépositaire de la vérité », qui assurait le « lien entre les disciples » (p. 270) et qui était montré aux nouveaux adeptes « morceau par morceau ». C'est ainsi que l'on peut mettre en évidence l'unicité de la secte de Giorgio Siculo : c'est le seul cas où est attesté « le recours à une méthode d'endoctrinement unissant apprentissage graduel et secret, avec un système de lectures distribuées » (p. 271).

Les recherches portant sur des thèmes d'histoire religieuse et culturelle à l'époque moderne sont, depuis quelques années, toujours plus approfondies, qu'il s'agisse de travaux d'ensemble, comme le livre précédent de Prosperi³, consacré au poids de l'Église de la Contre-Réforme et à ses stratégies ambivalentes pour modeler la conscience des Italiens, ou de recherches à caractère monographique, rendues possibles par la consultation d'archives désormais accessibles, comme le travail ponctuel de Gigliola Fragnito sur l'histoire de la censure de la Bible en langue vulgaire à travers l'analyse des conflits entre Inquisition et Congrégation de l'Index⁴. Étant donné les limites chronologiques et le thème choisi de l'hérésie, ce nouveau livre de Prosperi peut être considéré en parallèle avec le travail de Massimo Firpo sur l'hérésie à Florence à l'époque de Côme I^{er}⁵. Il s'agit également d'une recherche fondée sur une source principale détruite qu'il s'agit de reconstruire grâce aux traces laissées par des textes et des dessins : les fresques de Pontormo dans le chœur de l'église San Lorenzo à Florence inspirées par le catéchisme de Valdès. C'est Prosperi lui-même qui suggère, dans sa conclusion, l'analogie entre la cécité des censeurs qui a permis à l'*Epistola* de Giorgio Siculo de survivre au milieu des sermons d'Isidoro Chiari, et la cécité des observateurs des fresques de Pontormo qui n'ont pas remarqué l'absence de l'Enfer dans sa représentation du Jugement divin. Il s'agit dans les deux cas d'un refoulement de la volonté de censure vis-à-vis de doctrines contraires à la prédestination et philo-pélagiennes, à une époque qui « refusait instinctivement le Dieu terrible et vindicatif » (p. 380) de la tradition luthérienne et surtout calviniste. Mais c'est aussi une époque qui marque la

3. A. Prosperi, *Tribunali della coscienza. Inquisitori, confessori, missionari*, Turin, Einaudi, 1996.

4. G. Fragnito, *La Bibbia al rogo. La censura ecclesiastica e i volgarizzamenti della Scrittura. 1471-1605*, Bologne, Il Mulino, 1997.

5. M. Firpo, *Gli affreschi di Pontormo a San Lorenzo. Eresia, politica e cultura nella Firenze di Cosimo I*, Turin, Einaudi, 1997.

victoire de ceux qui ont étouffé toute voie italienne vers une religiosité intérieure indifférente aux rites et aux cérémonies, et qui ont donné lieu à une « tradition brisée », par l'exil et la suppression (p. 22).

Parmi les nombreux apports de ce livre et les indications sur les chemins à suivre pour l'histoire culturelle et religieuse du XVI^e siècle, nous ne signalerons ici que quelques points. Tout d'abord, la tradition bénédictine, déjà objet d'une importante étude de Barry Collet⁶, émerge comme un réservoir de spiritualité centré sur la Bible, sur le thème du libre arbitre et de la perfection, qui aurait pu donner lieu à une réforme de l'Église et de la spiritualité qui affleurerait de nouveau pendant tout le XVII^e siècle. Ceci nous permet de repenser la géographie de l'histoire culturelle et religieuse du XVI^e siècle européen. A plusieurs reprises on a vu émerger des liens entre l'hérésie de Giorgio Siculo et le monde espagnol, depuis l'influence exercée par le moine sicilien dans le milieu du Collège d'Espagne à Bologne (chapitres sept et quatorze), jusqu'aux indications relatives à Luis de Léon et Benito Arias Montano, lecteurs du *Grand Livre*, données à la fin de l'ouvrage pour stimuler de nouvelles recherches. Prospero refuse les schématismes historiographiques qui ont opposé nord et sud de l'Europe (il rappelle les nouvelles propositions avancées par Jack Goody⁷) en réunissant toutes les pistes permettant de considérer la société multiethnique sicilienne comme la trame de fond des mouvements hérétiques, il fait remarquer que « si les faits décisifs du XVI^e siècle italien se déroulaient non à Wittemberg ou à Genève mais dans un monastère sur les pentes de l'Etna, il faudra tout de même en tenir compte » (p. 10). C'est une réflexion déjà commencée par l'auteur, sur la base de recherches sur l'hérésie dans l'Italie méridionale⁸, et dans un essai où il enquête sur les lignes de convergence et de fracture entre monde protestant et monde catholique⁹. Il s'agit d'un type de recherche qui essaie de dépasser les oppositions rigides, sans oublier, comme c'est le cas pour l'historiographie post-weberienne qui a réfléchi sur la modernisation, le problème de la charge de souffrance engendrée par les processus de construction des Églises et des États. Ce qui intéresse l'auteur, dans ce livre faisant partie d'une collection consacrée à la « diversité culturelle », ce sont les « résistances » à de tels processus et les « lignes de faille non soudées » (p. 10) qui caractérisent l'Europe, au centre de la réflexion aujourd'hui « comme idée et comme projet » (p. 9).

Traduit de l'italien par Laura Fournier

6. B. Collet, *Italian Benedictine Scholars and the Reformation. The Congregation of Santa Giustina of Padua*, Oxford, Clarendon Press, 1985.

7. J. Goody, *L'ambivalenza della rappresentazione* [1997], Milan, Feltrinelli, 2000.

8. Par exemple : P. Scaramella, « Con la croce al core ». Inquisizione ed eresia in Terra di Lavoro (1551-1564) », *Campania Sacra*, XXV, 1994.

9. A. Prospero, *Penitenza e Riforma*, in *Storia d'Europa*, vol. IV, *L'età moderna. Secoli XVI-XVIII*, sous la dir. de M. Aymard, Turin, Einaudi, 1995, p. 183-257.

Mario Infelise, *I libri proibiti. Da Gutenberg all'Enciclopedia*, Roma-Bari, Laterza (Biblioteca Essenziale), 1999, p. 154, 18.000 L / 9,3 €

Sandro Landi

Ce petit livre de Mario Infelise, l'un des meilleurs spécialistes italiens d'histoire de l'édition, aborde la question fondamentale de la censure et, plus en général, du contrôle des opinions à l'époque moderne. La formule « petit livre-grande question », dont la *Biblioteca essenziale* Laterza offre de nombreux exemples dans les domaines de l'histoire, de la philosophie, de la politique et des religions, représente un phénomène éditorial nouveau et important qui concerne désormais, sans exception, les maisons d'édition scientifiques italiennes. Le choix d'une divulgation de haut niveau à petit prix, susceptible d'intéresser un large public cultivé, constitue une issue possible à la crise généralisée du secteur et, par ailleurs, une occasion privilégiée, sans doute jamais anodine, pour faire le point sur les acquis et les débats récents dans tel ou tel domaine de la recherche. De ce point de vue, la tâche de Mario Infelise n'est pas des moindres. Le livre aborde l'histoire de la censure des origines, c'est-à-dire depuis la parution du livre imprimé, à l'Encyclopédie : périodisation qui correspond, en gros, à celle de l'établissement progressif d'un système de contrôle du savoir écrit, vers la fin du XV^e et à sa dissolution au cours du XVIII^e siècle. Quatre chapitres retracent ce parcours.

L'auteur illustre d'abord les débuts de la censure (*Le contrôle sur les livres*) et son rapport presque essentiel avec l'imprimé ; il explique les raisons d'un contrôle sur la production libraire que ni la dialectique entre le pouvoir politique et le pouvoir religieux, ni la fracture confessionnelle et politique entre catholiques et réformés ne rendent moins urgent et indispensable : « pendant des siècles, jusqu'à la Révolution française, la conviction que la publication d'un livre ne devait pas être libre fut ordinaire et généralisée » (p. 27).

Cela le conduit dans un deuxième chapitre (*Cultures bannies*), à analyser en détail les caractéristiques et les effets du formidable dispositif de censure mise en acte par l'église de Rome avant et après le Concile de Trente. En effet, si le principe d'une supervision ecclésiastique de la production, de la circulation et de l'usage du livre est accepté, avec des nuances, dans tous les pays qui restent fidèles à Rome, la censure ecclésiastique ne peut s'étendre dans son intégralité que dans les anciens États de la péninsule. La fondation en 1542 de la Congrégation du Saint-Office et en 1571 de celle de l'Index marquent les étapes d'une Contre-Réforme qui reconnaît dans le livre le principal vecteur de la dissidence religieuse et politique. Sur la base des recherches récentes, Infelise illustre non seulement la mise en place des différents index de livres interdits, mais aborde, plus en général, la question de la disciplinarisation de la lecture et du lecteur. C'est en effet au niveau des pratiques

de lecture que les pratiques de la censure deviennent significatives. Quelles furent les conséquences de cet immense effort de répression dans les domaines littéraires et scientifiques ou même sur les attitudes du lecteur ordinaire ? A cet égard Infelise a le mérite de montrer une réalité complexe et si, d'un côté, quelques interdictions, comme celle concernant la traduction de la Bible, eurent sans doute une portée décisive, de l'autre, le projet d'un contrôle total sur l'imprimerie et la lecture s'avéra bientôt utopiste.

Ce qui permet à l'auteur de consacrer son troisième chapitre aux *Limites de la censure*. Limites propres aux outils et aux méthodes de censure, souvent inopérants face à une production libraire qui ne cesse de croître et à un marché clandestin du livre tout aussi performant. A tel point que l'interdiction devient paradoxalement, au cours du XVII^e et XVIII^e siècles, l'une des conditions nécessaire pour susciter l'intérêt d'un public en quête de nouveautés et d'aventures intellectuelles. Pour le lecteur d'Ancien Régime, lire un livre interdit n'est jamais un geste négligeable, mais c'est un geste qui devient progressivement insinifiant sur le plan judiciaire.

Le quatrième chapitre (*Absolutisme et censure*) illustre en effet comment, au cours du XVIII^e siècle, sous la pression d'une société civile de plus en plus soucieuse de ses libertés, les monarchies absolutistes, sensibles aux arguments des Lumières, assument la prérogative de censurer les livres en marginalisant l'église. De telle sorte, la dissolution de la censure ecclésiastique est le préliminaire de la naissance d'un espace public où la seule censure est le tribunal de l'opinion. Ce parcours d'émancipation de la censure connaît évidemment des rythmes et temps différents dans les pays de l'Europe catholique : le retard italien est manifeste par rapport au cas français qui assume ici le rôle de modèle. Lumières et Révolution aboutissent spontanément à la déclaration des droits de l'homme de 1789 qui libère le livre et la lecture du carcan de la censure, selon un énoncé qui sera enfin repris par l'article 21 de la Constitution italienne de 1948.

Avant de terminer par une riche bibliographie, Infelise propose quelques considérations de caractère historiographique. « Parler de censure » écrit-il, « continue et sans doute continuera à sous-entendre des implications politiques et religieuses liées au présent qui risquent souvent de se projeter sur le passé et de le déformer » (p. 122). En effet, si l'« historiographie libérale et démocratique » a souvent fait sien, sans le juger, le point de vue des victimes de la censure ecclésiastique, en revanche, un certain « révisionnisme historiographique » a récemment minimisé les conséquences de la Contre-Réforme sur « l'évolution intellectuelle des pays catholiques ». Le livre de Infelise a certainement la qualité d'éviter l'un et l'autre écueil en choisissant une voie médiane qui prend en compte les résultats d'une riche série de recherches menées dans les deux dernières décennies dans le domaine de l'histoire du livre et de la lecture. Si on se limite au seul cas italien, le fonctionnement de la censure dans les anciens Etats de la péninsule a été mis en relation avec les stratégies des Congrégations romaines (A. Proserpi, *Tribunali della coscienza. Inquisitori, confessori, missionari*, Turin, Einaudi, 1996 et G. Fragnito, *La Bibbia al rogo. La censura ecclesiastica e i volgarizzamenti della Scrittura 1471-1605*, Bologna, Il Mulino, 1997), les dynamiques économiques de l'industrie éditoriale (M. Infelise, *L'editoria veneziana nel '700*, Milano, Angeli, 1989), le processus de sécularisation des institutions et du public des lecteurs (S. Landi, *Il governo delle opinioni. Censura e formazione del consenso nella*

Lectures

Toscana del Settecento, Bologna, Il Mulino, 2000). L'ouverture des archives locales et, maintenant, centrales du Saint-Office a permis d'accéder à une documentation d'une très grande qualité surtout en ce qui concerne les pratiques ordinaires de lecture (S. Seidel Menchi, *Erasmus in Italia 1520-1580*, Torino, Bollati Boringhieri, 1987). Dans son livre, Infelise montre pleinement ces acquis historiographiques surtout en ce qui concerne la phase d'établissement et d'enracinement de la censure. Par exemple, la complexité des rapports entre pouvoir politique et pouvoirs religieux en matière d'interdiction et de contrôle, souvent inspirés par une volonté de collaboration dans la lutte contre l'hérésie et la sédition, est aujourd'hui une donnée incontournable. Il suffit de relire la dernière synthèse sur cet argument de Antonio Rotondò (« La censura ecclesiastica e la censura », *Storia d'Italia*, V, *I documenti*, Turin, Einaudi, 1973, p. 1399-1492), pour se rendre compte combien la compréhension historique a été renouvelée. Par contre, l'analyse consacrée par l'auteur à la réforme et à la crise de la censure paraît moins convaincante. L'historiographie italienne peine encore à s'émanciper d'une représentation « idéaliste » du XVIII^e siècle devenue presque canonique. Dans cette optique, la censure n'est qu'un résidu de la Contre-Réforme destiné à être amoindri par les réformes des souverains absolus, soucieux de leurs prérogatives, et finalement devancée par un public de lecteurs averti et laïque. L'histoire de la censure se réduit ainsi à l'historique de sa progressive disparition. L'analyse habermasienne sur la formation de l'opinion publique (J. Habermas, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1978) sert à cet égard de repère théorique, plus ou moins implicite, et justifie l'existence d'un cas italien comme simple variante du modèle français. En raison de l'inexplicable autonomie du « siècle des Lumières et des réformes », les connaissances sur la nature et le fonctionnement de la censure au XVI^e et XVII^e siècle sont presque inutilisables pour l'historien du XVIII^e siècle. Et pourtant, au-delà des prises de position isolées de quelques intellectuels milanais et napolitains, le travail des censeurs d'Etat, même des plus sensibles aux nouveautés éditoriales, comme le célèbre Giuseppe Pelli Bencivenni (p. 108), ainsi que le cadre normatif et les rapports de forces entre juridictions laïque et ecclésiastique, montrent que la liberté de la presse reste essentiellement étrangère à la réalité politique et culturelle italienne de cette époque. 1789 ne constitue donc pas une date significative pour l'histoire de la censure mais pour l'histoire de la liberté d'expression, ce qui n'est pas la même chose. La durée de la censure en Italie, bien au-delà des réformes absolutistes, pose plutôt le problème de sa transformation que de son effacement. Il y a un côté positif de la censure, producteur de sens et de sécurité pour la communauté, qui reste encore largement à étudier.

Francesca Bonicalzi, *L'impensato della politica. Spinoza e il vincolo civile*, Napoli, Guida, 1999, 160 p., 20.000 L / 10,32 €

Paolo Quintili

Le projet de l'auteur, qui enseigne la philosophie à l'Université de Calabre, est de situer la philosophie politique de Spinoza sur un terrain de compréhension non auto-référentielle des multiples processus de formation des *sociétés civiles* à l'époque moderne. Dans le panorama des théories de la politique du Grand Siècle – comme on lit dans la présentation –, le *Traité politique* de Spinoza ouvre l'espace d'un débat, qui n'est plus auto-référentiel, sur la question : *qu'est-ce que le politique ?* Le problème de Spinoza est en effet celui de la défense des lois, surtout celles qui régissent l'organisation de la Cité et qui forment le "lien civil". Selon Spinoza, on ne peut plus parler « en philosophes » de la politique et de la morale – qui devient *satire* lorsqu'elle est appliquée à la politique. Le rôle des passions, tant de la nature humaine que de la Cité, est compréhensible, dans le *Traité*, à l'intérieur d'un *logos* politique nouveau *conçu comme scientifique*.

Les concepts de *puissance* et de *droit*, rapprochés dans ce texte fondateur, embrassent et interprètent ce que la tradition philosophique appelle raison et/ou morale comme des *effets* toujours dérivés. Ainsi, la théorie spinoziste de la politique demeure aujourd'hui un nœud incontournable de notre réflexion *critique* pour contester les tentatives, à la Rawls, de repérer la nature du lien social et civil dans des « règles du jeu » ou dans le seul critère de l'utilité et de l'échange. Spinoza – tel est le défi herméneutique de Bonicalzi – relance la science d'une *nature seconde* en tant que clef de lecture privilégiée de ce lien qui est soumis à des lois nécessaires et efficaces presque inconscientes et inintelligibles de façon adéquate dans la structure traditionnelle non seulement du pouvoir politique mais aussi des savoirs qui en font une idéologie.

Ce livre constitue une excellente introduction à la philosophie politique de Spinoza, à son noyau fondamental et fondateur. Il s'articule en trois parties : la première touche à l'articulation *éthique* de la politique suivant trois axes : « 1. La cause singulière du désir » ; « 2. Le savoir des passions » ; « 3. Le désir et l'action ». Suit la description du processus *d'objectivation* du lien civil et social dans la seconde partie : « 1. Nature et puissance » ; « 2. Droit et puissance » ; « 3. Le lieu du politique ». L'analyse s'achève sur la mise en scène du véritable « impensé de la politique », à savoir la représentation de la « manière dont Spinoza produit une science politique capable d'organiser *en même temps les deux pôles, du privé et de la Civitas*, en enracinant la structure même du savoir dans la structure du *conatus* » (p. 103). Cette partie finale s'articule en trois derniers chapitres : « 1. Le citoyen et la *Civitas* » ; « 2. *Multitudo* et *Imperium* » ; « 3. Sécurité et Démocratie ». La conclusion vise ensuite à « poin-

Lectures

ter certains nœuds théoriques et certaines implications méthodologiques issues du trajet que j'ai suivi sur la question du *lien civil* chez Spinoza » (p. 151). Il s'agit de cerner l'espace dans lequel la démocratie politique définit son propre objet, qui s'avère actuel : « La démocratie est ce pouvoir qui fait sien la puissance de la *multitudo* ; un sujet qui ne se constitue pas à l'égard de la raison – tel est le cas du sujet cartésien – mais qui se donne existence par rapport aux *passions* [...] la *multitudo* est un sujet universel attaché au *conatus*. La démocratie, l'expression de la puissance de ce sujet, est *absolue* en vertu de sa genèse elle-même » (*ibid.*).

Le dernier mot de ce livre contient les apories impliquées dans la constitution de cet « impensé » de la politique, qui est aussi un « refoulé » de la politique contemporaine. Comment peut-on concevoir une « naturalité » non-autoreflexive du politique à l'époque où l'artificiel et même le « virtuel » occupent l'espace majeur du théâtre de l'affrontement politique ? Prenons l'exemple des « passions primitives » que la politique spinoziste exprime et inscrit à la fois dans ses cadres rationnels : l'*admiratio* ou émerveillement. Dans le *Court Traité*, Spinoza est encore cartésien à propos de l'émerveillement : « c'est la passion qui naît de l'opinion, c'est-à-dire de cette forme de connaissance propre à celui qui prétend pouvoir tirer des conclusions universelles à partir de ses propres expériences individuelles et qui reste étonné à cause de cela, lorsqu'on lui présente quelque chose qui ne correspond pas aux attentes issues de ces conclusions [...] l'émerveillement est la modalité par laquelle la raison est surprise par la présence d'une réalité qui la dément et dénonce ainsi le caractère inadéquat d'une connaissance guidée par l'imagination » (p. 47-48). L'*admiratio* est ici une passion enracinée dans l'économie pulsionnelle de l'*imagination*. Bonicalzi décrit, de façon efficace, le chemin par lequel l'admiration n'est plus considérée, dans l'*Éthique*, comme une « passion primitive » et la manière par laquelle elle s'inscrit dans l'économie rationnelle du *conatus* en constituant un cadre théorique nouveau : « Le désir ne prend pas la place de l'émerveillement, mais il trace un cadre théorique différent dans lequel on peut embrasser le comportement humain qui vient s'instituer entre le désir, qui est puissance et action, et l'émerveillement, passivité et non affection, suspension d'action, soustraction de tout rapport [...]. L'émerveillement, central chez Descartes, est pour Spinoza l'imagination de ce qui est singulier, dépourvu de ce qui permet d'établir des rapprochements et des rapports. Le problème de Spinoza est de penser un individu humain qui ne soit pas « saisi » dans son individualité : un pareil individu peut devenir le « scientifique » de sa *psyché*, mais non pas des liens collectifs et sociaux de ses désirs. Le *scénario* de l'intériorité pour Spinoza est celui de ce « qui agit » et du « qui » de son propre acte. Le désir, en mettant en scène un élément plus originel qui qualifie l'humain, inaugure en fait *une stratégie qui produit des effets non pas en termes de science, tel que l'exige la philosophie cartésienne, mais en termes de politique* » (p. 55-56), c'est-à-dire de *puissance*.

On le voit, ce discours à l'ère des Berlusconi, de la « société du spectacle » et des *new media*, devient une sorte de transcendantal pragmatique de la philosophie, comme une condition de possibilité indépassable pour que l'on puisse définir les contours d'une *ontologie critique de la liberté* qui soit fidèle, en politique, à la leçon actuelle et « admirable » de l'*Éthique*.

Traduit de l'italien par Olivier Remaud

Pietro Costa, Civitas. Storia della cittadinanza in Europa, 2. L'età delle rivoluzioni, Roma-Bari, Laterza, 2000, 770 p., Index des noms propres et des noms communs, 90.000 L / 46,48 €

Marie Gaille-Nikodimov

Le second volume consacré à l'histoire de la citoyenneté en Europe par Pietro Costa poursuit le voyage « *herméneutico-historique* » commencé dans le premier. Cependant, à la différence de ce dernier, qui portait son regard sur une période pluriséculaire, des sources médiévales et renaissantes de la pensée de la citoyenneté à la veille de la Révolution française, il s'attarde sur les soixante années qui séparent 1789 et 1848. Le choix de consacrer un volume entier à un temps court à l'échelle de l'histoire européenne s'explique par plusieurs raisons : tout d'abord, la Révolution française est un événement qui ouvre une période de réflexion particulièrement complexe sur la citoyenneté et il faut en conséquence dilater l'espace de l'analyse des textes et des discours. D'autre part, en dépit de ce que le titre de l'ouvrage invite à croire, Pietro Costa prend acte non d'un seul événement, mais de deux : à la Révolution française s'adjoint la révolution industrielle, dont les effets sont tout aussi déterminants pour les pensées de la citoyenneté. Enfin, les motivations du chercheur rejoignent ici celles du citoyen : les notions clés et les questions essentielles relatives à la citoyenneté, qui ont émergé au moment de la Révolution française, sont encore en grande partie les nôtres aujourd'hui et l'on comprend alors son désir de se plonger longuement dans ce moment de l'histoire européenne. Pourquoi s'arrêter en 1848 ? Selon Pietro Costa, même si les idées énoncées sur la citoyenneté dans les premières décennies du XIX^e siècle continuent d'avoir leurs effets après cette date, l'échec des mouvements révolutionnaires de 1848 marque la fin d'une dynamique initiée en 1789.

Le livre s'organise selon le principe du voyage, à la fois temporel et géographique, qui présidait à l'agencement du premier volume. Pietro Costa distingue le moment révolutionnaire et les années qui le suivent immédiatement de la première moitié du XIX^e siècle, de l'âge napoléonien à 1848 : ce diptyque forme l'armature principale du propos. À l'intérieur du premier ensemble sont examinés tout d'abord la spécificité du discours révolutionnaire français sur la citoyenneté par rapport aux textes réformateurs des Lumières, ainsi que les débats de 1789 et 1793 sur la définition du citoyen, y compris ceux qui mettent en évidence les limites, plus ou moins fortes, du discours universaliste à l'époque (par exemple, à propos du statut politique et civil des femmes et des esclaves noirs). L'analyse des théories politiques élaborées en réaction immédiate à la Révolution française, épisode de la Terreur inclus, clôt cette première partie : Pietro Costa investit tout particulièrement les pensées anglaises et allemandes et consacre un long développement à la philosophie d'Emmanuel Kant.

Lectures

Le second volet du diptyque a une construction plus complexe. Il s'agit à la fois de poursuivre l'enquête sur les effets du discours révolutionnaire et de prendre en compte l'émergence de la « question sociale » issue de la révolution industrielle – opération délicate puisque les deux éléments se combinent, tout en gardant une relative autonomie. Il faut aussi mettre en valeur la manière spécifique dont la syntaxe et le vocabulaire politiques créés par la Révolution française sont repris, mais aussi réaménagés en fonction des contextes nationaux. Pietro Costa, afin d'organiser son cheminement sans gommer la complexité du corpus qu'il s'est donné, a décidé de distinguer six groupes de textes, en fonction de leur orientation idéologique et politique générale, de la tradition dont ils se réclament, du contexte de leur rédaction et enfin, de la « logique combinatoire » qui leur est propre, c'est-à-dire du choix que chacun fait de ses concepts principaux dans le viatique révolutionnaire – le sujet, les droits, l'entité collective – et de leur articulation. Chaque groupe correspond donc en fait à une perspective privilégiée de la réflexion sur le citoyen fondée sur le bagage conceptuel de 1789.

Au bref examen du premier discours (Bonald et De Maistre), qui fait de la Révolution le renversement de l'ordre, succède celui d'une pensée centrée sur l'affirmation de la liberté et du droit à la propriété du citoyen, et le souci de protéger ce dernier d'un pouvoir souverain qui abuserait de ses prérogatives (Codes civils français et allemand, œuvres de Bentham, de Constant et de Tocqueville). Les trois groupes suivants correspondent à la fois à des questionnements et à des traditions nationales spécifiques. En rupture avec le second, le troisième ensemble de textes promeut une approche transindividuelle du sujet et met en avance « la question sociale » : la critique de l'inégalité et l'interrogation sur le rôle de l'État et sur la solidarité face à la pauvreté font de la pensée républicaine et du socialisme deux courants majeurs de la pensée de la citoyenneté en France. Il en va tout autrement en Allemagne, où le débat sur la citoyenneté est caractérisé par la prévalence de l'entité collective sur le sujet individuel : cette entité collective n'est autre que la « nation », conçue comme l'expression de l'identité politique et culturelle d'un peuple construite dans la longue durée. L'État y joue un rôle fondamental, sans que cela soit perçu comme une menace à l'égard des droits du sujet. Au contraire, ceux-ci ne semblent pouvoir être garantis sans cette instance. A la différence de l'Allemagne, l'Italie constitue, selon Pietro Costa, un espace duquel n'émerge aucun paradigme net de la pensée de la citoyenneté. L'objet des débats y est facilement identifiable : il s'agit d'« inventer » la nation et d'articuler en son sein l'affirmation des droits individuels et le rôle de l'État, mais plusieurs voix se font entendre à cette fin : le discours hésite entre monarchie et république, et au sein du modèle républicain, entre modèle unitaire et fédéralisme, sans oublier la possibilité d'un gouvernement de l'Église. On quitte finalement le cheminement à travers les paradigmes européens de la citoyenneté pour aborder le dernier groupe de textes identifié par Pietro Costa, constitué par les contestations radicales de la citoyenneté de Stirner et de Marx. Elles nous conduisent à la fin de notre parcours historique et annoncent des événements et des discours qui apparaîtront sans doute dans le troisième volume.

On retrouve dans ce second volume les qualités qui avaient fait du premier un excellent outil de travail. Pietro Costa explore l'univers des auteurs et des textes sans s'imposer de frontières. Il analyse avec soin des auteurs peu connus : on pense par exemple à l'attention

accordée à Godwin, philosophe anglais dont l'*Enquiry* témoigne d'une réception de la Révolution française fort différente de celle de Burke, à laquelle on s'arrête le plus souvent, et à Olympe de Gouges, auteur d'une *Déclaration des droits de la femme* durant la Révolution française. De tels auteurs côtoient Kant, Hegel, Constant, Tocqueville, Bentham ou Marx pour composer un tableau nuancé et riche de la réflexion sur la citoyenneté entre 1789 et 1848. Il s'intéresse par ailleurs autant à la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, aux Constitutions, aux codes civils, aux manifestes et pamphlets, c'est-à-dire à des textes directement ancrés dans l'*événementialité* historique, juridique ou politique, qu'aux textes théoriques. D'autre part, il a cherché à évaluer avec prudence le poids de la Révolution française dans son parcours et s'en explique à plusieurs reprises. Plusieurs écueils l'attendaient : voir la Révolution française comme le fruit de la pensée des Lumières – il choisit plutôt de réfléchir à la manière dont sont reprises et reformulées les théories pré-révolutionnaires dans le contexte de 1789 et de 1793 ; affirmer le caractère central de cet événement au point de ne faire qu'une histoire de sa réception et d'occulter la spécificité des paradigmes émergents ou des débats dans les pays voisins de la France ; ou inversement gonfler artificiellement l'importance de ces contextes nationaux pour minorer l'impact de la Révolution de 1789. De Charybde en Sylla, il tente de tenir ensemble les deux bouts de la chaîne et il y parvient plutôt bien. En s'appuyant sur un travail préalable qui lui permet de mettre en évidence les termes clés d'un paradigme révolutionnaire de la citoyenneté, il s'attache ensuite à montrer comment ces termes s'articulent différemment selon les contextes nationaux. La nature de son regard sur l'événement de 1789 contribue aussi à cette fin : loin de faire de la Révolution un moment compact et unifié, il insiste sur les tensions et les débats qu'ont occasionnés la définition du citoyen en France. S'il y a un paradigme révolutionnaire de la citoyenneté, il tient à la constitution d'un lexique et d'une syntaxe, pas à une conception simple du citoyen. Enfin, on apprécie aussi les tentatives de qualification du rapport au temps qui caractérisent ces textes : les discours de la citoyenneté conçus entre 1789 et 1848 se situent en effet dans le contexte d'émergence et de développement des philosophies de l'histoire. Ces trois aspects – voyage herméneutique sans frontières, évaluation nuancée de l'impact européen de la Révolution française, et souci de la temporalité dans laquelle s'inscrivent les discours sur la citoyenneté –, sans oublier la considération des effets de la révolution industrielle, font de ce volume un travail très abouti.

Alberto M. Banti, *La nazione del Risorgimento. Parentela, santità e onore alle origini dell'Italia unita*, Torino, Einaudi, 2000, 214 p., 36.000 L / 18,59 €

Laura Fournier

Ce livre d'Alberto Banti, historien et auteur d'une synthèse importante sur la bourgeoisie de l'Italie postunitaire¹, a été accueilli triomphalement par la majorité des historiens intéressés par le nouveau courant d'études sur le thème de la nation en Italie. En effet, par rapport aux ouvrages pionniers sur le sujet², l'auteur déclare dans son introduction que l'originalité de son essai est de poser pour la première fois le problème de la genèse de la construction de l'identité nationale italienne avant la proclamation du nouvel Etat, dans une période qui s'étend de 1796 à 1861. Pour ce faire, il s'est constitué un *corpus* composé principalement d'œuvres de fiction, de mémoires patriotiques et d'essais politiques et a décidé de l'interroger armé des méthodes suggérées par V. Propp et M. Foucault, afin d'éclairer le lecteur non pas sur la réalité vécue par les contemporains, mais sur l'arsenal symbolique des intellectuels et des hommes politiques de l'époque, qui forge les représentations de « l'imaginaire communautaire » des Italiens, dans le fil des études de Benedict Anderson qui ont largement inspiré Banti³.

Le premier chapitre éclaire le contexte à l'intérieur duquel se forme la littérature patriotique qui débouche sur la liste des ouvrages appartenant au « canon risorgimental ». C'est au cours de l'expérience du *triennio* jacobin que se produit une transformation des champs sémantiques de la nation : ce terme fait désormais partie intégrante du nouveau lexique révolutionnaire employé par les *patrioti*, notamment Filippo Buonarroti, et prend une place croissante dans le discours politique où s'affirme l'idée de la préexistence d'une

1. A. M. Banti, *Storia della borghesia italiana, L'età liberale*, Rome, Donzelli, 1996; pour la discussion voir J. Canal, H. Siegrist, J. Morris, C. Charle, A. M. Banti, « Storia della borghesia italiana », *Società e Storia*, n. 79, a. XXI, janvier-mars 1998.

2. Ceux très souvent cités dans les bibliographies de B. Tobia, *Una patria per gli italiani. Spazi, itinerari, monumenti nell'Italia unita (1870-1900)*, Roma-Bari, Laterza, 1991 ; U. Levra, *Fare gli Italiani. Memoria e celebrazione del Risorgimento*, Comitato di Torino dell'Istituto per la Storia del Risorgimento Italiano, Torino, 1992 ; E. Gentile, *Il culto del littorio*, Roma-Bari, Laterza, 1993 ; S. Soldani, G. Turi, *Fare gli Italiani. Scuola e cultura nell'Italia contemporanea, I. La nascita dello Stato nazionale*, Bologna, Il Mulino, 1992 ; M. Baioni, *La "religione della patria". Musei e istituti del culto risorgimentale (1884-1918)*, Treviso, Pagus, 1994 ; I. Porciani, *La festa della nazione. Rappresentazione dello Stato e spazi sociali nell'Italia unita*, Bologna, Il Mulino, 1997.

3. B. Anderson, *Imagined Communities: Reflexions on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, 1991; traduction française de P-E. Dauzat, *L'imaginaire national*, Paris, La Découverte, 1996.

nation italienne, idée qui justifie la revendication d'un État unitaire italien. Mais c'est surtout au début du XIX^e siècle que le thème de la nation devient « un des lieux littéraires les plus à la page » (p. 27). Banti analyse un échantillon de 33 témoignages de jeunes « patriotes » (de Guglielmo Pepe à Grazia Pierantoni Mancini, en passant par Balbo, Pellico, D'Azeglio, Tommaseo, Mazzini, Garibaldi, Costa...), qui relatent le moment de leur découverte individuelle de la nation dans des textes d'inspiration « national-patriotique ». De par ses sources, on peut remarquer qu'il a ainsi tendance à minimiser le rôle des milieux littéraires (salons, cafés, milieux étudiants) ainsi que des structures associatives, politisées ou non, dans la diffusion et surtout dans l'interprétation des textes. Dans tous les cas, son étude montre à quel point les jeunes patriotes furent enthousiasmés par une série de textes à caractère principalement artistique et littéraire, publiés entre 1801 et 1849, formant un « canon » de la mythologie nationale, qui comprend aussi bien des poésies patriotiques de Giusti, Berchet et Foscolo, des tragédies de Niccolini et Manzoni, des romans comme l'*Ortis*, *Platone in Italia* ou *Ettore Fieramosca*, des essais historiques de Cuoco, Botta et Colletta, jusqu'aux mélodrames de Verdi...

Dans le deuxième chapitre, Banti analyse l'image de la nation qui ressort des textes du « canon » par l'étude de la « morphologie du discours national », et arrive à démontrer qu'ils expriment une sorte de « *pensée unique* de la nation » (p. 53), plus proche de la conception « naturaliste » de type germanique que de l'acception « volontariste » de la communauté nationale à la française, contre les affirmations de Federico Chabod. En effet, même si de nombreux textes du « canon » mettent en scène des pactes collectifs, c'est pour défendre une nation préexistante, qui possède ses caractères ontologiques naturels : sa race, sa terre et sa langue (comme il le relève dans *Marzo 21* de Manzoni et dans les *Fantasie* de Berchet) ou qui procède de la volonté divine (dans les essais de Mazzini et Gioberti). Les représentations de la nation, où la « communauté naturelle » prime d'avantage que la « communauté culturelle » (p. 66-7), multiplient les images qui insistent sur les liens de parenté de chacun de ses membres, sur le caractère héréditaire de son patrimoine territorial, mais aussi sur sa mémoire commune : l'histoire des gloires de ses pères-héros qui constituent autant de *figures* (dans le sens, que lui donne E. Auerbach, d'anticipations) du rachat et du réveil de la nation. La répétition de scènes qui reproduisent la dynamique de l'oppression de la communauté nationale et des divisions intestines, suivie des efforts des héros pour se rebeller contre ses ennemis extérieurs et intérieurs, pour garantir l'honneur et pour organiser le réveil de la patrie, fournit une rhétorique efficace à usage des « patriotes » du *Risorgimento*, pour qu'ils réalisent leur mission toute tracée. Au travers des poésies et des romans, que Banti schématise en utilisant les grilles fournies dans la *Morphologie des contes de fées* de V. Propp, il relève un certain nombre de thèmes dominants, notamment l'obsession de la pureté du sang des fils des Italiennes et la haine contre les étrangers, mais il s'arrête à ce constat, laissant au lecteur la responsabilité de tirer ses propres conclusions.

Le troisième chapitre expose plus en détail les ressources narratives et les mécanismes rhétoriques qui permettent d'expliquer le succès des textes du « canon » auprès du public. Empruntant cette fois-ci son vocabulaire à Foucault, Banti entreprend une « archéologie du discours national » qui met à jour la triade « parenté, sainteté et honneur » qui figure en sous-titre du livre. Citant Berchet, il pointe la stratégie « plutôt émotive que cognitive » de

Lectures

la rhétorique de la nation (p. 110), qui consiste à savoir jouer de « calques », de transpositions et de manipulations de matériaux préexistants pour susciter la participation et les sentiments du lecteur. Les affirmations et les scènes clés des poèmes et des romans du canon sont justifiées et prennent toute leur force car elles font appel à un savoir partagé par le public de ces textes. En premier lieu la rhétorique de la parenté s'appuie sur la redécouverte des théories de Vico et Cuoco, qui ont donné une grande vigueur à l'idée d'une communauté primitive et populaire pré-italique. D'autre part, Banti remarque que les textes patriotiques entretiennent une importante relation intertextuelle, même si marquée par l'ambivalence, avec la tradition religieuse, notamment les paraboles christiques ou les images de la Vierge, ce qui permet de rendre les figures de la narration nationale « profondément familières au grand nombre de ceux qui, dans ces années-là, pratiquaient massivement le culte de la Vierge et des saints martyrs » (p. 133). Enfin il constate la pratique courante consistant à transporter dans le discours de la nation les éléments éthiques propres au code de l'honneur (valeur militaire, concorde, pureté des femmes), qui interviennent notamment dans les récits de duels. A la fin de ce chapitre, armé de ces « découvertes archéologiques », Banti se révèle convaincant pour renverser « l'idée de l'invention des traditions et de la nation comme un produit manufacturé conceptuel » (p. 149), proposée par E. Gellner, B. Anderson et E. J. Hobsbawm. Sans remettre en cause la nature conceptuellement artificielle des « communautés imaginées », il peut contester la vision d'une tradition nationale inventée *ex nihilo* par les intellectuels et les hommes politiques. Mais cette conclusion n'était-elle pas d'emblée évidente étant donné le choix de l'auteur d'analyser des créations littéraires (ou picturales – les tableaux de Francesco Hayez) ? Qui contesterait le fait que rien n'est inventé *ex nihilo* en littérature ; chaque genre étant soumis à des contraintes structurelles, thématiques, et même linguistiques ? Les jeux d'analogies, de dérivations ou de « calques » appartiennent à toute pratique littéraire, et même plus généralement textuelle (voir aussi les textes politiques et idéologiques), avant d'être caractéristiques de la « rhétorique national-patriotique ». Il aurait fallu clarifier le discours sur la nature des sources étudiées et les implications du choix de ces sources.

Dans le dernier chapitre, centré sur la réception du discours national, l'auteur constate l'immense succès des images représentées dans les textes du « canon » : celle de la « famille italienne », développée dans les essais politiques de Mancini et Mamiani, et de l'ancrage territorial de la nation, qui permet l'établissement des droits de citoyenneté ; celle de la sanctification des héros nationaux, à l'origine du culte des combattants du *Risorgimento* dans l'Italie postunitaire ; celle enfin du code de l'honneur, à l'origine de la pratique des duels contre les étrangers, « devenue une sorte de programme d'action patriotique surtout dans la Lombardie des années 1850 » (p. 183), et surtout fournie en justification des guerres d'indépendance de la nation. L'impact de ces images auprès des intellectuels, des hommes politiques et notamment des groupes de volontaires garibaldiens est incontestable, si bien que l'on peut parler de véritable « nationalisation des élites » par le biais de la rhétorique de la nation, même si Banti modère ce propos en pointant les problèmes surgis après la réalisation de l'Unité italienne, qui limitent la réalisation d'un consensus généralisé. Il exclut également de ses analyses la question de la diffusion de ces images dans les masses, qui nécessiterait d'autres types de recherches. En tous cas, Banti nous offre les bases nécessaires

pour toute investigation future sur les vecteurs de l'intégration nationale qui utilisent les images de la nation dans les périodes successives à l'Unité, et qui mériteraient de faire l'objet d'une autre recherche et d'un autre volume.

La grande vertu de l'ouvrage de Banti est d'apporter la démonstration convaincante du caractère non fondé, au moins au XIX^e siècle, des multiples analyses qui, s'interrogeant sur l'identité et le caractère des Italiens, répètent les clichés des « fragilités nationales » et des carences endémiques de la nation italienne, causes du faible sentiment d'appartenance nationale des Italiens d'aujourd'hui. On aurait simplement souhaité un peu plus de rigueur dans l'étude et l'analyse des sources littéraires : une plus grande attention aux dates de rédaction et de publication des textes, une prise en compte des différences de genre (qui impliquent des différences d'impact et de public), une mise en perspective de ces textes dans le cadre du romantisme européen, des remarques sur leur intertextualité avec d'autres textes littéraires et politiques. Cet essai est dans tous les cas très prometteur pour ouvrir la voie à un dialogue et à une collaboration fructueuse entre spécialistes de littérature et historiens du XIX^e siècle.

Carlo Collodi, *Les Aventures de Pinocchio*, traduction par Isabel Violante, chronologie, présentation, notes, dossier, bibliographie par Jean-Claude Zancarini, Paris, Flammarion, 2001, 349 p., 57 FF / 8,69 €

Paolo Carta

La traduction d'un texte classique est le renouvellement d'un acte d'amour pour son auteur et pour la promesse faite par celui-ci à ses lecteurs d'hier et d'aujourd'hui. *Les Aventures de Pinocchio* de Collodi (Carlo Lorenzini), traduites par Isabel Violante et augmentées d'une présentation et d'un ample dossier rédigé par Jean-Claude Zancarini, naissent de cette sensibilité. L'ouvrage refuse en effet tout type d'interprétation qui « recherche l'effet » et incite le lecteur à reconsidérer le texte – ce qui, dans le cas de l'ouvrage de Collodi, est concrètement ce qui compte le plus. *Pinocchio*, d'ailleurs, comme tous les classiques, porte en lui les strates d'interprétations successives, ce qui rend impraticable un rapport désenchanté du lecteur avec le texte. C'est donc de la compréhension des différentes lectures dont *Pinocchio* est en quelque sorte la « victime passive » que l'éditeur de l'ouvrage a choisi de partir, mettant ainsi en discussion la réduction du texte à un simple « conte pédagogique ». La critique a en effet l'habitude de rappeler que la « gaminerie » – c'est ainsi que l'auteur définit son œuvre dans une lettre – est parue en feuilleton, de 1881 à 1883, dans le *Giornale per i bambini*, « le journal pour les enfants » fondé par Ferdinando Martini puis dirigé par Lorenzini lui-même. Ainsi on a souvent donné un poids excessif à la destination première de l'œuvre par rapport à l'évolution de l'écriture du texte. Ceci a conduit à une lecture réductrice, encore augmentée par le succès déferlant de l'adaptation cinématographique de Walt Disney – dont l'examen dans le dossier est fort opportun.

La réédition de *Pinocchio* dans la collection « Dossier » de Flammarion, à côté de textes littéraires considérés comme « majeurs », de romans de formation et de classiques de la pensée, suggère au lecteur un retour sur cette œuvre. Ce n'est pas là, bien sûr, une nouveauté, mais, aujourd'hui comme hier, l'initiative conserve un certain charme « révolutionnaire ». On pense par exemple à la belle édition Einaudi, publiée en 1943 avec une brève et émouvante introduction de Cesare Zavattini. L'édition Einaudi n'était pas destinée à l'enfance, mais invitait les lecteurs à reconsidérer les aventures de la marionnette la plus célèbre au monde comme un texte classique, et un classique est ce qu'il y a de plus utile pour continuer à exercer sa pensée à chaque époque, même dans les périodes les plus sombres, pour reprendre l'expression de Bertolt Brecht. Cette même idée parcourt les pages de cette édition, dont le dossier se termine, sans qu'il faille voir là l'effet du hasard, par une phrase d'Italo Calvino, que l'éditeur reprend à son compte : « un classique, c'est un livre qui n'a jamais fini de dire ce qu'il a à dire » (p. 343). Il serait donc réducteur de définir

Les Aventures de Pinocchio comme « un classique de la littérature enfantine ». Il s'agit au contraire, comme l'ont écrit Carlo Fruttero et Franco Lucentini, « d'un classique de la littérature tout court ».

Il paraît tout aussi réducteur d'aborder l'ouvrage à la seule lumière d'une lecture sociologique et plus encore – comme le souligne Jean-Claude Zancarini en analysant certains textes d'Alberto Asor Rosa – en s'appuyant sur une vision psychologisante de Collodi. Cette « gaminerie » a été écrite « pour toujours », comme c'est le cas en général pour les récits, indépendamment de leur destination et de leur destin. C'est donc dans cette direction qu'il est nécessaire d'avancer, pour tenter de comprendre le texte tout en choisissant, en « adultes », parmi les multiples lectures possibles. L'œuvre de Collodi, écrit Jean-Claude Zancarini, ne peut être réduite à une seule lecture. « Carlo Fruttero et Franco Lucentini », poursuit l'auteur, « nous rappellent un point qui devrait être une évidence pour un lecteur et dont nous allons tenter de faire notre profit : “ne nous laissons pas tromper par la destination primitive de Pinocchio à l'enfance et, surtout, ne nous laissons pas convaincre par ses faux amis et ses ennemis déclarés, qui veulent que pour le lire ou le relire il faille une clé spéciale ; délibérément ‘fraîche et ingénue’, ou au contraire (mais c'est au fond la même chose) rare et sophistiquée, voire arrogamment ‘sociale’. Non, la seule clé de lecture adulte pour un classique de la littérature a toujours été et demeure la clé littéraire, faite d'attention aux effets de l'art, poétiques au sens large, et des moyens que l'auteur a employés pour les atteindre” » (p. 29).

Est-il donc pensable que *Les Aventures de Pinocchio*, nées comme un livre destiné à l'enfance, aient fini ensuite par s'adresser à un tout autre public ?

C'est justement dans la présence d'éléments apparemment contradictoires qu'il faut rechercher la clé de son succès persistant, par rapport aux autres textes et romans pédagogiques de la fin du XIX^e siècle. La pédagogie, quelle que soit la façon dont on la considère, trouve sa raison d'être dans ses effets « sociaux » : c'est dans la « discipline sociale » que résident ses aspirations, indépendamment des méthodes qu'elle acquiert au fil du temps. La croissance individuelle, pour sa part, n'admet aucune planification, et se présente comme le fruit de plusieurs *stimuli* liés à l'expérience et aux relations personnelles historiquement mises en acte par chaque individu. Cette tension, que l'œuvre de Collodi met en évidence, caractérise traditionnellement l'histoire de la pensée occidentale. À la fin du XIX^e siècle, la tâche de la pédagogie, comme on pouvait l'entendre, était de former des citoyens « utiles » à l'État et à ses institutions, dont les valeurs largement partagées n'étaient pas mises en discussion. On peut se demander quelle utilité pour les institutions et pour la formation de bons citoyens pouvait avoir un livre comme *Pinocchio*, qui met en évidence les difficultés du parcours individuel de la croissance, dans son rapport douloureux avec les méthodes pédagogiques de l'époque.

La croissance de Pinocchio s'achève au moment où l'enfant peut finalement regarder le pantin de l'extérieur, comme si c'était un étranger. La page finale peut stupéfier le lecteur. Avec une habileté extraordinaire, Collodi fait, encore une fois, parler Pinocchio « à lui-même », en son for intérieur, avec une satisfaction non dissimulée, comme pour signifier que la réflexion personnelle était, au fond, le but recherché : « Pinocchio se retourna pour le regarder et, après l'avoir bien regardé, il se dit à lui-même, avec infiniment de satisfac-

Lectures

tion : 'Comme j'étais ridicule quand j'étais un pantin ! Et comme je suis heureux d'être devenu un petit garçon comme il faut !' » (p. 314-315).

Au cours du récit, l'auteur n'entend pas tant montrer au lecteur, en termes pédagogiques, la distinction nette entre ce qui est bien et ce qui est mal, selon une morale universellement acceptée, que souligner la capacité de chaque individu à atteindre un stade où il lui est possible d'arrêter de réagir exclusivement aux sollicitations extérieures sans aucune réflexion personnelle.

Les monologues intérieurs dont est capable le pantin au cours de l'histoire mûrissent après coup, après qu'il a fait ses bêtises, toujours « tout seul » (« da sé solo ») et souvent à haute voix : « - Bien fait pour moi !... Ah ! oui, bien fait ! j'ai voulu faire le paresseux, le vagabond... j'ai voulu suivre de mauvais compagnons, et le sort me poursuit sans cesse. Si j'avais été un enfant comme il faut, comme tant d'autres, si j'avais eu envie d'étudier et de travailler, si j'étais resté à la maison avec mon pauvre papa, à l'heure qu'il est je ne serais pas ici, au milieu des champs, faisant le chien de garde à la porte d'une maison de paysans. Ah ! si je pouvais naître une seconde fois !... Mais maintenant, il est trop tard. Prenons patience !... » (p. 158-161). C'est également le ton des autres monologues, introduits toujours par un « si j'avais fait... », « si j'avais eu... ». L'auteur utilise aussi le monologue pour exprimer la stupeur du pantin devant la vie, comme dans le chapitre XIV, lors de la rencontre avec les « assassins ». Dans d'autres cas, le monologue sert à souligner la naïveté, comme lorsque Pinocchio imagine la multiplication de ses pièces de monnaie plantées dans le Champ des miracles, au début du chapitre XIX. Il est presque superflu de remarquer la distance qui sépare ces monologues de la page finale, où le monologue représente la réalisation d'une étape de la croissance.

L'habileté de Collodi dépasse dans tous les cas la simple technique narrative. Non seulement il est parfaitement à son aise avec les canons de l'écriture pour enfants, fruit de sa longue pratique du métier, mais aussi avec les techniques éducatives. C'est surtout la connaissance de ces dernières qui lui évite de tomber dans le piège représenté par le récit pédagogique, visant la formation du citoyen « utile » aux institutions. Nous ne voulons pas pour autant affirmer que Pinocchio est un représentant de l'hostilité vis-à-vis de l'autorité, même si les épisodes allant en ce sens ne manquent pas ; l'ouverture du chapitre XIV suffira comme exemple : « Nous, les enfants, nous sommes bien malheureux ! Tout le monde nous crie dessus, tout le monde nous gronde, tout le monde nous donne des conseils. À bien écouter, chacun se mettrait en tête d'être notre père ou notre maître » (p. 110-111). Ce monologue implique que la reconnaissance de l'autorité doit toujours et de toute façon précéder l'obéissance à ses règles. Aucun respect dogmatique de l'autorité n'est possible.

Ceci constitue un aspect secondaire de la trame narrative. Collodi n'entend pas révéler au lecteur ce qui arrive lorsque le pantin désobéit à l'autorité : si cela avait été son intention, l'histoire de Pinocchio nous aurait semblé plate et convenue, malgré l'imagination qui préside aux représentations de la réalité que fournissent des personnages comme Mangefeu, Lumignon, le Chat et le Renard. L'auteur semble plutôt être fortement intéressé par la description des situations paradoxales qu'implique nécessairement la volonté de devenir « un petit garçon comme il faut », c'est-à-dire le choix d'obéir à la lettre et sans discrimination aux règles imposées par l'autorité. Le caractère paradoxal du rapport entre

bien et mal, utile et honnête, entre ordre et obéissance, plus que par les « friponneries » de la marionnette, se perçoit dans les passages où Collodi décrit la réalité institutionnelle de l'école et de la justice, dont la garantie représente l'aspiration suprême de l'État. Examinons quelques exemples.

Répondant à l'appel du Grand Théâtre de Marionnettes, Pinocchio vend l'Abécédaire que Geppetto, son père, avait acheté en se privant de son veston, pour lui permettre de fréquenter dignement l'école. Ce geste amorce l'errance du pantin, truffée de mésaventures qui culminent lors de la rencontre avec la Fée aux cheveux bleus, à laquelle Pinocchio ne manque pas d'exprimer sa volonté de « devenir un enfant à tout prix ». La promesse de faire le bien trouve cette fois un obstacle dans la dure, dramatique et violente réalité de l'école. Il est bien difficile de percevoir une intention pédagogique dans le réalisme avec lequel Collodi décrit le premier jour de Pinocchio à l'école communale, où il se heurte pour la première fois à l'intolérance face à la diversité. Ce jour-là Pinocchio apprend que seul l'usage de la force permet de gagner la bienveillance de ses camarades (p. 194-195) : « Le fait est qu'après ce coup de pied, Pinocchio acquit l'estime et la sympathie de tous les enfants de l'école. Tous lui firent mille caresses et lui témoignèrent beaucoup d'affection. Le maître lui-même se réjouissait de Pinocchio, car il le voyait attentif, studieux, intelligent, toujours le premier à entrer en cours, toujours le dernier à se lever à la fin de la classe ».

La représentation de la « justice » est encore plus cynique que celle de la réalité scolaire : Collodi semble bien suggérer qu'il faut s'en tenir le plus loin possible, non seulement pour décourager ses lecteurs (« les jeunes lecteurs » ?) de commettre de mauvaises actions, mais surtout parce que la « justice » institutionnelle ne répond pas aux critères de ce qui est « juste » et « équitable ». Ce thème revient avec une certaine fréquence au fil du texte.

Au chapitre XIX, Pinocchio arrive dans la ville d'Attrape-Nigauds, guidé par le Chat et le Renard qui, grâce à des manigances, « en lui enseignant à s'enrichir sans se fatiguer », le dépouillent de ses quatre pièces d'or. Ayant découvert le piège grâce à un perroquet qui se moque de lui en le traitant de « dindon », Pinocchio se rend « droit au tribunal pour dénoncer au juge les deux malfaiteurs qui l'avaient volé » (p. 146-147). Au tribunal il rencontre le juge, « un singe de la race des Gorilles ». La justice, telle que la représente Collodi en cette occasion, prend donc les traits d'un singe, respectable par son grand âge, mais surtout par ses lunettes d'or. Le juge en effet ne voit pas très bien à cause d'une « inflammation des yeux », et il est obligé de porter continuellement une paire de lunettes, dont la particularité est d'être dépourvue de verres. À cette occasion Pinocchio apprend qu'à témoigner contre des voleurs on récolte une condamnation : « Ce pauvre diable a été dépouillé de quatre pièces d'or. Aussi, saisissez-le et mettez-le vite en prison » (p. 148-149). La sentence laisse le pantin totalement ahuri, et il n'a même pas le temps de protester. Ce qui arrive à Pinocchio en prison est encore plus paradoxal. Après quatre mois, « un coup de chance inespéré » se présente : l'Empereur de la ville après une victoire, décide de faire bénéficier d'une amnistie « tous les malfaiteurs ». À la demande de Pinocchio de sortir de prison avec les autres, le geôlier lui répond qu'il n'est pas du nombre, puisqu'il est allé en prison pour avoir été dépouillé et non pour avoir commis un vol. Pinocchio est alors contraint de se présenter comme un « malfaiteur », donc comme coupable d'une faute qu'il n'a pas commise, pour pouvoir bénéficier de l'amnistie.

Lectures

Il est difficile de croire que Collodi, à cet endroit, avait seulement en tête ses jeunes lecteurs. Nous pensons également à l'épisode d'Eugène qui rappelle de près le récit de Montaigne dans l'essai consacré à l'expérience (*Essais*, III, 13). Montaigne évoque des paysans qui, rencontrant un moribond meurtri de cent coups et désireux de recevoir une gorgée d'eau, n'osent pas s'en approcher de peur d'être attrapés par « les gens de la justice », « comme il se fait de ceux qu'on rencontre près d'un homme tué ». Il est certain que cet office d'humanité, ajoutait Montaigne, « les eût mis en peine » car ils n'avaient « ni suffisance, ni argent, pour défendre leur innocence ». Si l'on veut savoir ce qu'auraient pu être, de fait, les suites du cas présenté par Montaigne, il suffit de lire ce qui advient alors à Pinocchio. Sept camarades d'école le convainquent de se rendre sur la plage pour voir le requin, et bien vite il découvre que ses camarades l'ont « bien attrapé » : le terrible requin n'y est pas. Le seul but de cette plaisanterie était de faire manquer l'école à Pinocchio, jugé « trop travailleur » : « – Que vous importe si je travaille ? », leur demande Pinocchio. Ses camarades répondent : « les écoliers qui étudient font faire mauvaise figure à ceux qui, comme nous, n'ont pas envie d'étudier. Et nous ne voulons pas faire mauvaise figure ! Nous aussi, nous avons notre amour propre !... » (p. 200-201). Suite aux requêtes de ses camarades de « prendre en grippe l'école », naît un litige qui bientôt devient une bagarre entre les sept et Pinocchio. Les livres volent et quand ils sont épuisés, l'un des camarades, voyant que les seuls livres disponibles sont ceux du pantin, saisit un lourd *Manuel d'Arithmétique* et le lance de toutes ses forces contre Pinocchio. Le volume, évité par ce dernier, frappe à la tête Eugène, l'un des sept camarades qui, blanc comme un linge, tombe sur le sable en disant : « – Au secours, maman... car je meurs ! ». À la vue de ce « petit mort », les enfants épouvantés s'enfuient (p. 204-205). Pinocchio reste aux côtés de son camarade, et dans les larmes et le désespoir, il va mouiller son mouchoir dans la mer pour l'aider à reprendre ses sens, sans cesser de l'appeler par son prénom. Devant le corps de son camarade, Pinocchio entend les pas de deux carabiniers. Ceux-ci s'arrêtent et l'interrogent (p. 206-209) :

- Que fais-tu, couché à terre ? – demandèrent-ils à Pinocchio.
- J'assiste mon camarade d'école.
- Il s'est senti mal ?
- Je crois bien !
- Plus que mal ! dit l'un des carabiniers qui, se baissant, observa Eugène de tout près. Cet enfant a été blessé à la tempe. Qui est-ce qui l'a blessé ?
- Ce n'est pas moi, balbutia Pinocchio qui ne respirait plus.
- Si ce n'est pas toi, qui est-ce ?
- Ce n'est pas moi, répéta Pinocchio.
- Et avec quoi l'a-t-on blessé ?
- Avec ce livre. Et Pinocchio ramassa à terre le *Manuel d'Arithmétique* relié en carton et parchemin, pour le montrer au carabinier.
- À qui est ce livre ?
- Il est à moi.
- Cela suffit. Peu importe le reste. Relève-toi immédiatement et viens avec nous.
- Mais je...

- Viens avec nous !
- Mais je suis innocent !...
- Viens avec nous !

« Combien avons-nous découvert d'innocents avoir été punis [...] ; et combien en y a-t-il eu que nous n'avons pas découverts ? », aurait commenté Montaigne.

À qui s'adressait Collodi dans son feuilleton ? À qui s'adresse aujourd'hui encore l'histoire du pantin ?

À coup sûr, le charme des *Aventures de Pinocchio* réside tout entier dans l'efficacité avec laquelle est mis en récit le caractère paradoxal de la vie réelle, qui aujourd'hui comme hier ne cesse de nous laisser « di princisbecco »¹.

Traduit de l'italien par Laura Fournier

1. On se souviendra que c'est le terme qu'utilise Collodi pour commenter la réaction de Pinocchio devant la sentence du juge-gorille aux lunettes sans verre : « rimase di princisbecco ». Il y avait en effet de quoi « rester bouche bée » devant l'énormité de cette injustice !

Site internet *Storia, didattica & comunicazione* : <http://www.lastoria.org/>

Laura Fournier

Conçu et dirigé par Roberto Moro, élaboré par Roberto Moro et Michele Buttò (recherche et élaboration iconographique), le site internet *lastoria.org* contient un nombre considérable d'outils et d'informations offerts aux chercheurs et aux amateurs des disciplines historiques et de l'histoire politique et littéraire italienne et internationale.

Il s'agit d'une initiative expérimentale et « artisanale » (d'après l'expression de ses auteurs), qui a pris naissance au cours d'un séminaire (*La communication historique sur Internet*), présenté en 1999/2000 à la Faculté de Sciences Politiques de l'Université de Milan. En réalité le projet est le fruit d'une activité de longue date, présentée au cours de séminaires sur le thème de grande actualité du rapport entre savoir historique et nouveaux médias : *La pensée politique sur internet*, objet du séminaire de l'année 97/98, *La communication politique sur internet*, thème abordé en 98/99. *Storia, didattica & comunicazione* a conclu ce cycle triennal avec la réalisation d'un véritable « produit » culturel : un tout nouveau site offert aux navigateurs de l'océan apparemment sans limites de la communication digitale. Les objectifs du site sont principalement de favoriser l'accès des étudiants à la pratique des nouveaux instruments de communication et d'édition digitale, et de mesurer l'effet de ces instruments dans les échanges entre étudiants et enseignants sur les thèmes de l'analyse politique et de l'engagement civique, directement reliés aux cours et à la discipline (l'histoire des doctrines politiques). Plus généralement, le site offre un lieu d'échange et de collaboration entre passionnés, érudits, étudiants, spécialistes, éditeurs et institutions culturelles, pour la promotion et la découverte des vastes gisements de la mémoire et des récits du passé et du présent que l'on trouve sur le réseau.

La page principale du site est divisée en plusieurs sections indépendantes qui, malgré la progression « en labyrinthe », réservent de multiples surprises. Une première section, fonctionnelle au Département d'Histoire des Doctrines Politiques de la Faculté de Sciences Politiques de l'Université de Milan, présente les informations nécessaires aux étudiants sur les enseignants, le programme de l'année en cours, les examens, la recherche. La particularité de ces pages est de fournir des informations extrêmement détaillées sur la discipline, ainsi que sur les orientations suivies par les enseignants et les définitions auxquelles ils se réfèrent. On y trouve quatre articles théoriques : A. Dorsi, « Guida alla Storia del Pensiero Politico » ; E. A. Albertoni, « Dottrine Politiche, ideologie, idee e teorie politiche » ; C. Galli, « Dottrine Politiche » ; R. Moro, « Mentalità Ideologie Dottrine ». On doit signaler aussi que le programme du cours proposé par Roberto Moro pour l'année scolaire 2000/2001 est explicité dans son intégralité : on trouve les titres et les résumés de toutes les parties, ainsi

que les textes intégraux des passages des œuvres qui y ont été analysées.

Les sections suivantes présentent des indications et des outils utiles à toute personne désireuse de connaître les potentialités fournies par internet pour l'histoire des doctrines politiques. Le plus grand travail de réalisation du site *lastoria.org* est sans aucun doute la rubrique *Arte di navigare e la ricerca storica in rete*, fruit de la collaboration avec le CENTUM (Centro di promozione delle nuove tecnologie didattiche per le Scienze umane). Lui-même organisé en plusieurs sections, qui rendent aisée sa consultation, en vue d'informations, de recherches et de support pédagogique, cet instrument signale des manuels d'orientation sur internet, offre une quarantaine de sites spécialisés qui consentent une visibilité, si ce n'est exhaustive, du moins significative des produits culturels publiés sur internet (qui se comptent en dizaines de millions), propose l'utilisation de plus de 2000 plans et cartes historiques, offre un accès aux bibliothèques virtuelles et aux milliers de textes classiques disponibles sur le réseau, en libre consultation et téléchargement. Ces pages témoignent de la vitalité croissante de l'historiographie digitale, même si, du fait de ses objets, le travail reste constamment inachevé et nécessite d'amples collaborations et suggestions pour son perfectionnement et sa mise à jour. Il suffit à l'internaute de cliquer sur les différentes sections pour voir défiler les adresses et les informations : *Strumenti per la ricerca in rete* (qui comprend les manuels encyclopédiques et d'orientation pour la navigation sur le réseau dans les disciplines historiques) ; *Portali motori di ricerca* (indique les sites et les moteurs de recherche spécialisés pour l'histoire) ; *Cartografia e Atlanti* (propose les sites des grands atlas et des collections de plans et cartes historiques, ainsi que les moteurs de recherche spécialisés pour la recherche de ce type de document iconographique) ; *Manuali e didattica e Riviste in rete* (qui malheureusement ne sont pas encore en fonction) ; enfin *Cronologie* et *Testi e documenti in rete*.

Mais la réalisation la plus intéressante du site *lastoria.org*, consultable à partir de la page principale, est certainement la section intitulée *Il pensiero politico (Leviathan & Citoyen)* qui réunit, sur le réseau et en consultation libre, les textes intégraux disponibles ayant fait l'objet des cours du Département, ou ayant été simplement cités et suggérés par les enseignants pour des lectures d'approfondissement. En mai 2001, on pouvait déjà compter près de 152 titres, parmi les classiques de la pensée politique italienne et internationale : à partir de Vittorio Alfieri, *Della tirannide* et Giordano Bruno, *De l'infinito universo mundi* jusqu'à Gianbattista Vico, *La scienza nuova*, en passant par Bodin, Bossuet, Burke, Castiglione, Constant, Fichte, Hobbes, Locke, Machiavel, Marx, Montesquieu, More, Robespierre, Rousseau, Sieyès, Sorel, Tocqueville. Cette liste a l'avantage de présenter l'édition d'un certain nombre de textes dispersés, oubliés ou indisponibles, ramenés à la vie, grâce à l'activité de recherche historique, pour leur valeur théorique et d'actualité.

En outre, le professeur Giuseppe Bonghi présente en détail le *Progetto Machiavelli*, né de la collaboration du CENTUM avec la bibliothèque de la Faculté : cette section accueille les œuvres historiques et politiques de Niccolò Machiavelli (en édition HTML), ainsi que l'appareil critique pour favoriser la compréhension, l'étude et la recherche de ces textes classiques de la pensée politique. L'objectif souhaité par ses auteurs est de réaliser une édition critique des œuvres complètes de Machiavel, en mettant à profit les instruments offerts par les nouvelles technologies de l'information. Cette section est encore en cours de construc-

Lectures

tion, mais on peut dès à présent consulter la plupart des pages parmi la liste proposée (« il tempo », « la vita », « le opere », « la critica », « lo spazio », « ricerca »).

Enfin le site *lastoria.org* permet de consulter le premier numéro de la revue en ligne *Storia, didattica & comunicazione* (n.01, juillet 2000), qui nous informe sur les mises à jour qui, dans les prochains mois, compléteront le site. La revue accueille également des contributions, analyses, recherches et débats relatifs à l'activité du Département et des disciplines historiques. Dans son éditorial, Roberto Moro présente *Storia, Didattica & Comunicazione* à la fois comme « une expérience, une proposition et un projet de tutelle et de développement de la mémoire historique ». Puis on découvre dans le sommaire différentes interventions : la présentation d'un site concernant l'histoire ; des comptes rendus critiques ; une page, *Utopia*, consacrée au concept de l'utopie ; des projets de recherche ainsi que des rapports de thèses (*laurea* et doctorat).

En somme l'espace ouvert par le site *lastoria.org* nous offre un aperçu détaillé des ressources présentes sur internet dans les disciplines historiques et politiques, ainsi qu'un outil précieux pour exploiter les instruments de recherche consultables et utilisables en ligne.